

ARRÊTÉ N° 2024/020
AUTORISANT LE DEVERSEMENT
TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE

KAUFMAN & BROAD
SCCV LE BLANC MESNIL 181-185
AVENUE PASTEUR

17 QUAI DU PRESIDENT PAUL
DOUMER
92400 COURBEVOIE
SIRET : 89101427600036

Pour ses installations situées 181-185
avenue Pasteur / 43-45 rue Auber
93150 LE BLANC-MESNIL

Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol

Coordonnées du demandeur
Madame Drifa BENTAIBI
dbentaibi@ketb.com
01 41 43 31 72

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique
Vu l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;
Vu les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;
Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021
Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis
Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'administration du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014 qui définit les conditions et règles d'admissibilité auxquels sont soumis les déversements d'effluents directs ou indirects de la zone de collecte du SIAAP

Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 22/07/2024
- Le SIAAP en date du 22/07/2024

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

KAUFEMAN BROAD
17 QUAI DU PRESIDENT PAUL DOUMER
92400 COURBEVOIE
SIRET : 89101427600036

Dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure provenant du chantier de construction d'un complexe immobilier dans le réseau unitaire territorial de la rue Auber au Blanc-Mesnil qui rejoint le réseau unitaire départemental de la rue Emile Paladilhe au Blanc-Mesnil puis les systèmes d'épuration du SIAAP.

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du règlement de l'assainissement Départemental du Conseil Département de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes (réseau unitaire)

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg /l)	Flux journalier maximal (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2 000 mg/l	1200 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l	480 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	360 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/l	90 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/l	30 kg/j
Sulfates	400 mg/l	240 Kg/j
Chlorures	500 mg/l	300 kg/j

Quel que soit le réseau

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	9 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0.18 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	0.12 kg/j
Benzène	0 mg/l	0 kg/j
Toluène	4 mg/l	2.4 kg/j
Éthylbenzène	1,5 mg/l	0,9 kg/j
Xylène	1,5 mg/l	0,9 kg/j
Manganèse	0,05 mg/l	0.03 kg/j
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	0,03 kg/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	0,06 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,3 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,3 kg/j
Chrome total (en Cr)	0,5 mg/l	0,3 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	0,3 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	1.2 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	3 kg/j
AOX	1 mg/l	0,6 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l	0.6 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	6 kg/j
HAP	0,05 mg/l	0,03 kg/j
PCB	0,05 mg/l	0,03 kg/j

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte.

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Débit horaire : 25 m³

Débit journalier : 600 m³/j

Volume prévisionnel total : 47 472 m³

Rejet des eaux d'exhaure

➤ Période de rejet : Avril/Mai 2024 à Janvier/Février 2025

➤ Débits et volumes d'exhaure :

Le tableau suivant récapitule les débits et volumes d'exhaure du projet, en fonction des différentes phases du rabattement.

Zone de rabattement	Rabattement	Surface de la zone à rabattre	Phase	Durée de pompage	Débit de pompage	Volume d'exhaure
Jusqu'à 42 m NGF	2,3 m (basses eaux)	≈ 1 235 m ²	Régime transitoire	15 jours	8 m ³ /h	2 880 m ³
			Régime permanent	Estimée à 8 mois	2,5 m ³ /h	13 740 m ³
Jusqu'à 42 m NGF	5,2 m (hautes eaux)	≈ 1 235 m ²	Régime transitoire	15 jours	25 m ³ /h	9 000 m ³
			Régime permanent	Estimée à 8 mois	7 m ³ /h	38 472 m ³

Tableau 1 : Synthèse des débits et volumes d'exhaure

➤ Point de rejet : Réseau unitaire situé rue Auber

Nature des rejets

Le rejet d'eaux d'exhaure est demandé dans le cadre d'un projet de construction d'un complexe immobilier.

Plan des réseaux internes de collecte

Le rejet se fera à travers le branchement existant d'une construction démolie sur la rue Auber.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

Un compteur de débit sans remise à zéro devra être installé en amont du point de rejet.

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement indique que les eaux d'exhaure transiteront par un bac de décantation. Ce bac devra être d'une capacité suffisante pour permettre la décantation des eaux avant rejet au réseau public.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 8 mois à compter de la date de signature. **L'Etablissement devra informer les gestionnaires de réseaux de la date de démarrage du rejet.**

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 1 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux d'exhaure est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

Comme le prévoit l'Article 35 du règlement de service d'assainissement départemental, approuvé le 13 février 2014, ainsi que le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'Etablissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande de dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

Le bac de décantation des eaux d'exhaure devra être vidangé et curé régulièrement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues stockées sur rétention doivent être évacuées en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Surveillance de la qualité des rejets :

Des mesures de débit, de pH et de température de l'effluent devront être effectuées journalièrement.

Les paramètres du tableau de l'article 2-B devront être analysés le premier jour du rejet puis à fréquence mensuelle en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Le paramètre Sulfates devra être analysé toutes les deux semaines.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition des nouveaux résultats d'analyses.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usager@paristde.fr

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Hydrologie Urbaine et Environnement
Bureau Qualité des Eaux
01 43 93 65 00

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 – pc.saphyrs@siaap.fr

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Maire du Blanc-Mesnil

Fait à Villepinte, le

09 SEP. 2024

Bruno BESCHIZZA

Président de Paris Terres d'Envol

Maire d'Aulnay-sous-Bois



ANNEXE I : ANALYSE DES EAUX DE NAPPE

Le rapport d'analyses transmis par l'Etablissement sur l'échantillon du 30/11/2023 met en évidence que le trichlorométhane a été quantifié à une concentration de 30 µg/l. Bien que cette concentration soit conforme à la valeur maximale de 50 µg/l présente par l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur, il sera demandé à l'Etablissement de rester particulièrement vigilant sur le suivi des résultats d'autosurveillance pour ce paramètre et de stopper tout déversement sans délai en cas de non-conformité. La reprise du déversement sera conditionnée à la mise en place d'un dispositif de prétraitement adéquat et à de nouveaux résultats d'analyses conformes.

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

RAPPORT D'ANALYSE 1348366 - 555778 23103_PI_LBM-Pasteur

Date: 13.12.2023

Information sur l'échantillon

Número d'échantillon	Nom d'échantillon	Date de prélèvement
555778	LBM-P	30.11.2023

Analyses Physico-chimiques

Paramètres	Unité	555778
Conductivité à 25°C (Lab)	µS/cm	1330
Température	°C	20,6
pH (Lab.)		7,4
Détergents anioniques ^{*)}	mg/l	<0,1 ²⁾
Fluorures (F)	mg/l	0,29
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	<1,0 ²⁾
Cyanures libres	µg/l	<2,0 ²⁾
Indice phénol	µg/l	<10 ²⁾
Nitrates - N	mg/l	13
Nitrites - N	mg/l	<0,01 ³⁾
Phosphore total (P)	mg/l	0,09
Sulfates	mg/l	270
DBO 5 ⁴⁾	mg/l	<1 ²⁾
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	<5 ²⁾
Méthode DBO	Jours	(2+5)
Nombre de dilutions DBO5		3
Chrome VI	µg/l	<5,0 ²⁾
Matières en suspension	mg/l	300
N-global	mg/l	13 ²⁾

Prétraitement pour analyses des métaux

Paramètres	Unité	555778
Filtration métaux		++ ¹⁾

Métaux

Paramètres	Unité	555778
Aluminium (Al)	µg/l	<10 ²⁾
Arsenic (As)	µg/l	<5,0 ²⁾
Cadmium (Cd)	µg/l	0,13
Chrome (Cr)	µg/l	<2,0 ²⁾
Cuivre (Cu)	µg/l	<2,0 ²⁾
Etain (Sn)	µg/l	<10 ²⁾
Fer (Fe)	µg/l	<20 ²⁾
Manganèse (Mn)	µg/l	2,1
Mercur	µg/l	<0,030 ²⁾
Nickel (Ni)	µg/l	<5,0 ²⁾
Plomb (Pb)	µg/l	<5,0 ²⁾
Zinc (Zn)	µg/l	<2,0 ²⁾

HAP

Paramètres	Unité	555778
Naphtalène	µg/l	<0,02 ²⁾
Acénaphthylène	µg/l	<0,050 ²⁾
Acénaphthène	µg/l	<0,01 ²⁾

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole *).

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240913-2024-020-AU
Date de télétransmission : 13/09/2024
Date de réception préfecture : 13/09/2024

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
 Tel. +31(0)570 788110
 e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

RAPPORT D'ANALYSE 1348366 - 555778 23103_PI_LBM-Pasteur

Date: 13.12.2023

Information sur l'échantillon

Numéro d'échantillon	Nom d'échantillon	Date de prélèvement
555778	LBM-P	30.11.2023

Paramètres	Unité	555778
Fluorène	µg/l	<0,010 ^(*)
Phénanthrène	µg/l	<0,010 ^(*)
Anthracène	µg/l	<0,010 ^(*)
Fluoranthène	µg/l	<0,010 ^(*)
Pyrène	µg/l	<0,010 ^(*)
Benzo(a)anthracène	µg/l	<0,010 ^(*)
Chrysène	µg/l	<0,010 ^(*)
Benzo(b)fluoranthène	µg/l	<0,010 ^(*)
Benzo(k)fluoranthène	µg/l	<0,01 ^(*)
Benzo(a)pyrène	µg/l	<0,010 ^(*)
Dibenzo(ah)anthracène	µg/l	<0,010 ^(*)
Benzo(g,h,i)pérylène	µg/l	<0,010 ^(*)
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	<0,010 ^(*)
Somme HAP	µg/l	n.d.
Somme HAP (VROM)	µg/l	n.d.
Somme HAP (16 EPA)	µg/l	n.d.

Composés aromatiques

Paramètres	Unité	555778
Benzène	µg/l	<0,2 ^(*)
Toluène	µg/l	0,5
Ethylbenzène	µg/l	<0,5 ^(*)
m,p-Xylène	µg/l	<0,2 ^(*)
o-Xylène	µg/l	<0,50 ^(*)
Somme Xylènes	µg/l	n.d.

COHV

Paramètres	Unité	555778
Dichlorométhane	µg/l	<0,5 ^(*)
Trichlorométhane	µg/l	30
Tétrachlorométhane	µg/l	0,1
1,1-Dichloroéthane	µg/l	<0,5 ^(*)
1,2-Dichloroéthane	µg/l	<0,5 ^(*)
1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	<0,5 ^(*)
1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	<0,5 ^(*)
1,1-Dichloroéthylène	µg/l	<0,1 ^(*)
Chlorure de Vinyle	µg/l	<0,2 ^(*)
cis-1,2-Dichloroéthène	µg/l	<0,50 ^(*)
Trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	<0,50 ^(*)
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	µg/l	n.d.
Trichloroéthylène	µg/l	<0,5 ^(*)
Tétrachloroéthylène	µg/l	<0,1 ^(*)

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole *).

Accusé de réception en préfecture
 093-200058097-20240913-2024-020-AU
 Date de télétransmission : 13/09/2024
 Date de réception préfecture : 13/09/2024



RAPPORT D'ANALYSE 1348366 - 555778 23103_PI_LBM-Pasteur

Date: 13.12.2023

Information sur l'échantillon

Numéro d'échantillon	Nom d'échantillon	Date de prélèvement
555778	LBM-P	30.11.2023

Composés Organohalogénés

Paramètres	Unité	555778
AOX	mg/l	0,042

Polychlorobiphényles

Paramètres	Unité	555778
PCB (28)	µg/l	<0,010 ²⁾
PCB (52)	µg/l	<0,010 ²⁾
PCB (101)	µg/l	<0,010 ²⁾
PCB (118)	µg/l	<0,010 ²⁾
PCB (138)	µg/l	<0,010 ²⁾
PCB (153)	µg/l	<0,010 ²⁾
PCB (180)	µg/l	<0,010 ²⁾
Somme PCB (STI) (ASE)	µg/l	n.d.
Somme 7 PCB (Ballschmied)	µg/l	n.d.

Composés volatils

Paramètres	Unité	555778
Fraction >C5-C8	µg/l	<4,0 ^{2),3)}
Fraction >C8-C10	µg/l	<4,0 ^{2),3)}
Fraction aliphatique C5-C6	µg/l	<2,0 ²⁾
Fraction aliphatique >C6-C8	µg/l	2,6
Fraction aromatique >C6-C8	µg/l	<2,0 ²⁾
Fraction C5-C10	µg/l	<10 ^{2),3)}
Fraction aliphatique >C8-C10	µg/l	<2,0 ²⁾
Fraction aromatique >C8-C10	µg/l	<2,0 ²⁾

Hydrocarbures totaux

Paramètres	Unité	555778
Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50 ²⁾
Fraction C10-C12 ⁴⁾	µg/l	<10 ²⁾
Fraction C12-C16 ⁴⁾	µg/l	<10 ²⁾
Fraction C16-C20 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ²⁾
Fraction C20-C24 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ²⁾
Fraction C24-C28 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ²⁾
Fraction C28-C32 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ²⁾
Fraction C32-C36 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ²⁾
Fraction C36-C40 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ²⁾

Les incertitudes de mesure spécifiques aux paramètres et les informations sur la méthode de détermination sont disponibles sur demande, si les résultats communiqués sont supérieurs à la limite de quantification spécifique au paramètre. Les critères de performance minimaux des méthodes appliquées sont généralement basés selon la Directive 2009/90/CE de la Commission Européenne en ce qui concerne l'incertitude de mesure.

¹⁾ "+" Signifie que le traitement requis a été effectué en laboratoire.

²⁾ Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.

³⁾ Explication: "<" ou "n.d." indiquent que la concentration de l'analyte est inférieure à la limite de quantification (LQ).

⁴⁾ Analyse de la DBO-5: L'analyse a été réalisée avec suppression de la nitrification. Le nombre de réplique pour la mesure est de un.

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole *).

Fiche technique :
Bac décanteur 2M3



Caractéristiques :

Bac décanteur galvanisé

Dimensions :

Longueur : 1880 mm
Largeur : 970 mm
Hauteur : 980 mm

Capacité :

1500 litres

Poids :

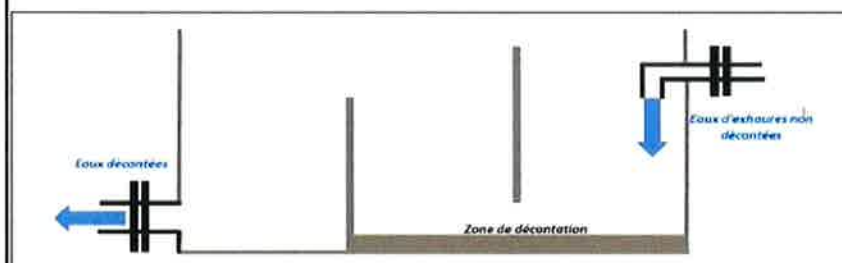
500 kg

Type de raccordement :

A bride 6" ou à type cardan

Equipements :

deux sorties 6" (150mm)
deux sorties 4" (110 mm)



SAS E.R.F. au capital de 39475 € - Européenne de Rabattement de nappe et de Forage
Agence IDF : 2, rue Jacqueline Auriol 78125 GAZERAN
R.C.S. DUNKERQUE 503 433 682
Tél : 01.30.46.06.44

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240913-2024-020-AU
Date de télétransmission : 13/09/2024
Date de réception préfecture : 13/09/2024

1523 - COMPTEUR D'EAU GROS CALIBRE WOLTMAN À BRIDES - CLASSE R80 - EAU FROIDE

Compteur d'eau gros calibre

Compteur Woltman à bride - classe R80 - eau froide

Utilisation : Comptage d'eau pour débit important (irrigation, industrie, réseau de distribution)

Conception : Mécanisme amovible (démontage et entretien facile). Cadran sec orientable à 360° avec capot de protection. Transmission magnétique. Lecture directe sur rouleaux chiffrés. Raccordement à bride GN16 (norme EN 1092-2)

Anti-fraude : Plombage, protection contre les champs magnétiques extérieurs

Matière : Corps fonte

Aptitudes mécaniques : Pertes de charge faibles

Classes de précision : R20 ou R80 selon modèle

Pression : PN 16 bar

Température : 0°C/+50°C

Installation : La conduite amont doit être droite sur 10xDN et la conduite aval doit être droite sur 5xDN (U10D5)

Certifications : MID 2004/22/CE

Compteur à hélice axiale

Classe de précision : R80 (montage toutes positions)

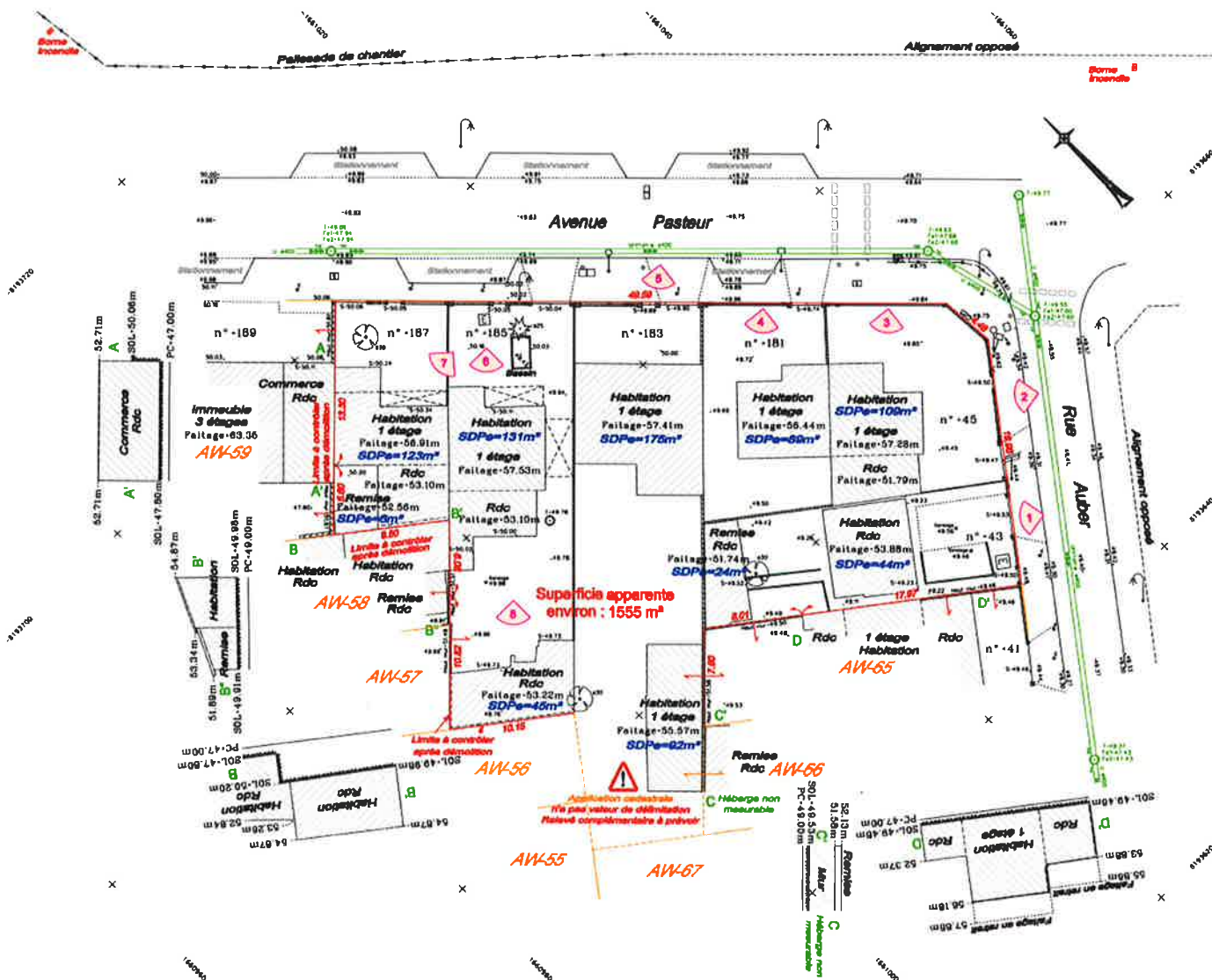
Pertes de charge : 0,16 bar max



GALERIE PHOTOS

ANNEXE III : LOCALISATION DU POINT DE REJET

le rejet se fera via un branchement existant sur la rue Auber



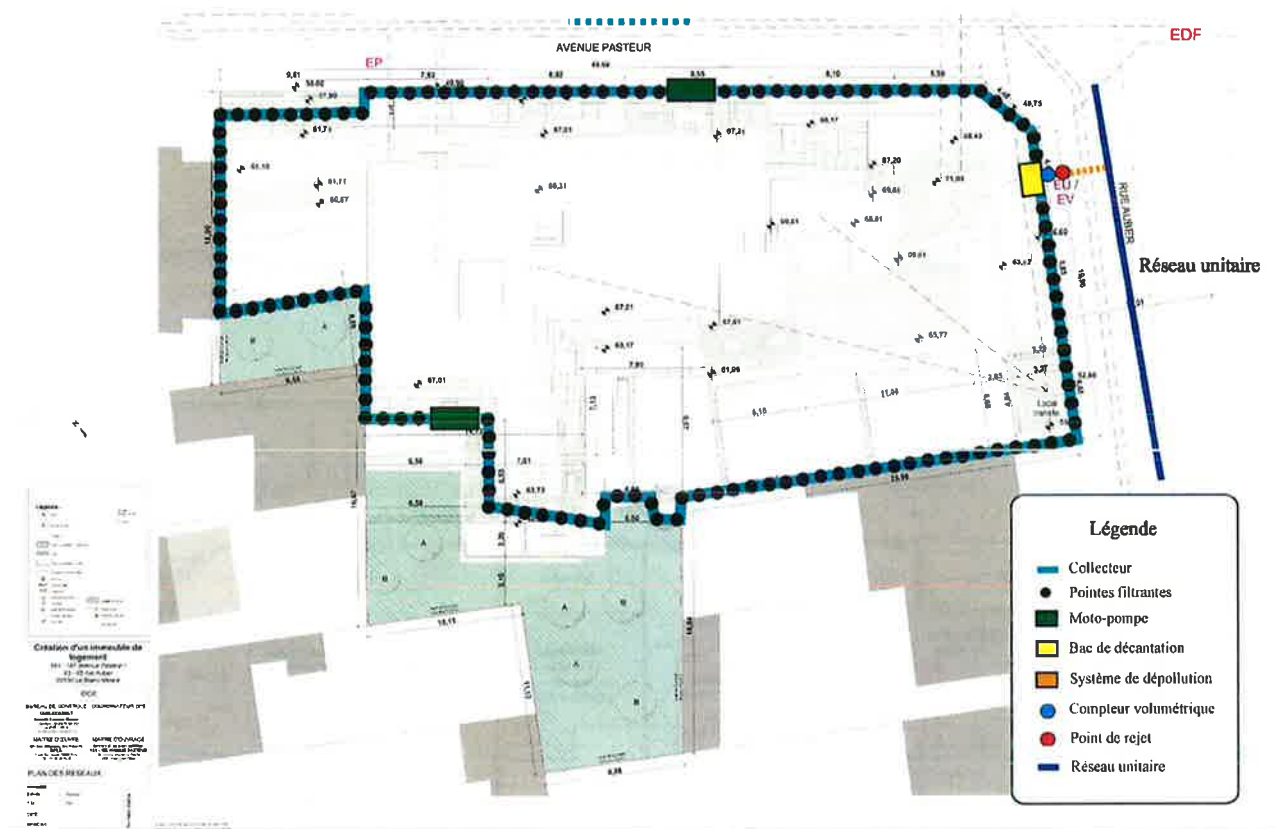


Figure 1 - Plan de principe du système de rabattement de nappe

ANNEXE IV –Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	
				...	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	.cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					

